



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner - Allée C  
42000 St Etienne

Références : 20240703\_UID4243\_EAR\_24\_269\_LET  
Code AIOT : 0010500308

St Etienne, le 03 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ATELIER DECAPAGE SERVICES**

5 RUE BARROUIN  
42000 Saint-Étienne

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement ATELIER DECAPAGE SERVICES implanté 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de la liquidation judiciaire de l'entreprise ATELIER DECAPAGE SERVICES, l'inspection a souhaité se rendre sur site pour constater sa mise en sécurité. A la date du contrôle cette mise en sécurité n'était pas assurée notamment du fait de la présence, hors et dans le bâtiment, de cuves et rétentions pleines de produits et eaux souillés assimilables à des déchets dangereux et susceptibles de déborder du fait des entrées d'eaux pluviales

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATELIER DECAPAGE SERVICES
- 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0010500308
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATELIER DECAPAGE SERVICES implantée sur la commune de SAINT ETIENNE, 5 rue Barrouin, exerçait une activité de décapage chimique par immersion de pièces bois et métal, au départ en bains de dichlorométhane puis, suite à l'interdiction de cette substance, dans un mélange à base de méthanol. Par jugement du tribunal de commerce de Saint-Etienne en date du 10 avril 2024, une procédure de liquidation judiciaire simplifiée a été ouverte à l'encontre de la

société, désignant la SELARL MJ ALPES en qualité de liquidateur.

La cessation d'activité a été notifiée à l'inspection en date du 29 avril 2024 par courrier reçu le 13 mai 2024. En amont de la décision du Tribunal de commerce, l'inspection s'était rendue sur site le 5 avril 2024 pour constater les suites données par l'exploitant à l'Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023.

Cet arrêté prescrivait à l'exploitant

- de préciser dans délai de 15 jours le volume et le classement des cuves de décapage exploitées
- de respecter, à compter de sa notification les dispositions des articles 5.1.1, 7.4.3 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 en procédant à l'élimination des stocks d'eaux souillées et de boues de station d'épuration dans un délai de un an par évacuation des 40 contenants d'eaux souillées à raison de 10 m<sup>3</sup> par trimestre à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure (23 mai 2023)
- de recourir, pour ces évacuations, aux prestataires agréés au transport et au transit/traitement des déchets dangereux concernés et rendre compte à l'inspection chaque trimestre des évacuations réalisées.

Cet arrêté est resté sans effet jusqu'à la liquidation judiciaire de l'entreprise ATELIER DECAPAGE SERVICES.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-46-26	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site n'est pas effective dans la mesure où

- sa toiture est perméable et la zone de stockage des cuves pleines de produits (bases et solvants) n'est plus en rétention
- un GRV de SCALPIL L300 inflammable est stocké parmi les GRV pleins dans le bâtiment
- deux rétentions pleines de produits chimiques sont stockées à l'extérieur
- une quantité très importante de déchets dangereux (liquides et boues) est présente dans l'atelier : GRV (92), big-bags (25), rétentions, bidons, fûts...
- la consignation de l'alimentation électrique n'a pu être assurée

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations administratives et techniques
<b>Prescription contrôlée :</b>

I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

### **Constats :**

Le liquidateur Judiciaire (Me LEPRETRE, SELARL MJ ALPES, a notifié la cessation d'activité par courrier du 29 mai 2024, accompagné d'un inventaire des facultés mobilières de l'entreprise dressé par le commissaire de justice ACTAURA. La mise à l'arrêt définitif semble effective, cependant la mise en sécurité des installations n'est pas assurée :

- Les représentants de SAINT ETIENNE METROPOLE, service Immobilier, Construction Aménagement et Foncier, présents lors de l'inspection, se sont contredit quant à la consignation de l'alimentation électrique : elle a été signalée effectuée puis une déconsignation aurait eu lieu pour permettre d'ouvrir le portail de l'atelier et effectuer les manutentions nécessaires à la mise à l'abri de cuves pleines
- la toiture n'a pas été réparée complètement même si les noues ont été aménagées pour atténuer les entrées d'eau par les éléments de toit et descentes d'eaux pluviales. Sa construction en fibro-ciment empêche-t-elle une réparation rapide qui ne semble pas envisagée, le bâtiment ayant vocation à être démolé
- les réseaux « eaux pluviales » ont été entièrement refaits sur la zone avec création d'un bassin d'orage sous voirie, ce qui devrait supprimer les remontées d'eaux constatées pendant l'exploitation du site les jours d'intempéries- les cuves à l'intérieur du site sont pleines et pourront déborder par entrées d'eaux pluviales par la toiture, la rétention n'est plus active par suppression de la barrière amovible.
- A l'extérieur du site, les deux rétentions pleines qui avaient été couvertes sont désormais à l'air libre et proches du débordement. Un GRV plein est de même présent sur ces rétentions.
- la cuve enterrée présente à l'extérieur du site n'est plus visible depuis les regards qui ont été équipés de coudes lors des travaux de réparation du réseau. Les représentants de SAINT ETIENNE METROPOLE ne semblaient pas en connaître l'existence. Il est demandé à SEM de justifier de la vidange et de l'élimination ou de l'inertage de cette cuve au contenu non connu de l'inspection
- le site n'était pas alimenté en gaz de ville.
- le bâtiment est correctement fermé, sous clé détenue par SEM, qui agit au nom de la Ville de SAINT ETIENNE, propriétaire. Un locataire occupe une partie du bâtiment (AUTONOMIE SANTE) pour le stockage de produits d'hygiène.
- SEM a procédé à l'évacuation d'une benne louée par l'ancien exploitant à SERMACO pour le stockage de déchets, ainsi qu'à l'évacuation de plaques de toitures et palettes cassées.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

voir constat n°2

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations administratives et techniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle ont été comptés 77 GRV pleins, dont un de SCALPIK L300 inflammable, les autres non étiquetés, semblant contenir des eaux souillées du fait des entrées d'eau et des substances issues de la production, nécessitant tous un traitement par filière de gestion de déchets dangereux.</p> <p>Ont été comptés également 13 big-bags contenant des boues de STEP qui auraient dû être évacués par M. Bernard GUILLEMAIN, exploitant qui a précédé M. Mikael PHALIPPON à la tête de l'entreprise.</p> <p>De même, à la cession, M. Bernard GUILLEMAIN aurait dû procéder aux analyses de sols au droit du site avant la cession, dans la mesure où il exploitait des baignoires de dichlorométhane, une pollution des sols du fait des activités étant alors suspectée.</p> <p>La station d'épuration qui n'était plus en service depuis l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019 qui prescrit de traiter les eaux industrielles en déchets est encore présente (cuves, filtre à sable).</p> <p>Dans l'atelier de sablage est encore présente la sablière et du sable souillé (environ 2 m³).</p> <p>L'inventaire du commissaire de justice identifie quant à lui la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 92 GRV de 1 m³ contenant des eaux souillées de produits chimiques divers</li> <li>• de 25 big-bags de 0,7 t et 4 bidons de 0,2 m³ de boues souillées</li> <li>• de cuves et baignoires de traitement pour environ 30 m³</li> <li>• de 14 bacs de rétention pleins de liquides non identifiants - de résidus de peinture (1 m³ environ)</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder à l'évacuation des rétentions présentes hors du bâtiment</p> <p>Justifier de ce que les cuves pleines présentes dans le bâtiment ne débordent pas lors d'épisodes pluvieux</p> <p>Consigner l'alimentation électrique du site</p> <p>Procéder à l'évacuation du GRV contenant un produit inflammable (SCALPIK L300) via le fournisseur du produit si possible</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations administratives et techniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été l'occasion d'indiquer à SEM qui agit au nom de la ville de SAINT ETIENNE, propriétaire, qu'il serait prudent <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'évacuer les 2 rétentions stockées à l'extérieur du bâtiment car elles menacent de déborder et la couverture mise en place n'a pas résisté au vent- de prévenir le risque de débordement des cuves pleines situées à l'intérieur du bâtiment car elles ne sont pas protégées des entrées d'eaux pluviales par le toit défectueux</li> <li>• d'évacuer la cuve de SCALPIK 1000 car il s'agit d'un produit inflammable</li> <li>• de consigner l'alimentation électrique pour éviter tout départ d'incendie</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Voir constat n°2 Transmettre le justificatif de la consignation de l'alimentation électrique
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 jours

### N° 4 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-46-26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article du Code de l'environnement (Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 20 et Décret n°2021-1096 du 19 août 2021, article 13 1° à 4°)  « I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. »  II. « Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses

propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. » Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
<b>Constats :</b>  SEM a indiqué ne pas avoir d'autre projet que la démolition du bâtiment, sous réserve de sa disponibilité : une partie est occupée en stockage de produits d'hygiène par la société Autonomie Santé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport du commissaire de justice a été transmis à l'inspection et au préfet par le liquidateur judiciaire. L'inspection propose de se baser sur son inventaire, plus complet que celui effectué lors du contrôle car certains secteur du bâtiment n'étaient pas accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite